

Présentation

Ce numéro 3 des « Carnets » de l'Observatoire des rapports rural/urbain est le premier de deux volumes consacrés au Brésil et aux brésiliens. Pourquoi le Brésil ? D'abord parce que ce vaste pays a une vivante et brillante école de sociologie rurale, élevée jadis au lait de l'école française, en particulier dans le sillage d'Henri Mendras et Marcel Jollivet ; ensuite parce que le LADYSS a conservé de forts liens institutionnels et humains avec les sociologues ruraux brésiliens ; enfin et surtout parce que dans ce pays, la ruralité se pose d'emblée dans la dimension de ses rapports avec l'urbanité et que ceux-ci y prennent des aspects inédits ou inconnus dans les contrées de vieille civilisation telles que l'Europe. Outre leur intérêt propre, ces situations impliquent une mise à l'épreuve des théories, de nature à les faire rapidement progresser. Tel est pour notre réflexion le cœur de l'enjeu brésilien.

Dans son texte intitulé « La ruralité dans la société contemporaine ; une réflexion théorico-méthodologique », Maria-José Carneiro, pose de front les questions qui sont à l'origine de notre Observatoire : qu'est-ce que le rural dans les sociétés contemporaines, et en quoi est-ce une catégorie analytique pour le chercheur du XXI^e siècle ? Après avoir recensé les différentes conceptions du rural contemporain, qui ne peut plus se définir comme du temps de la paysannerie triomphante, elle souligne avec à-propos la déconnexion du rural et de l'agricole. C'est en limitant la ruralité à l'agriculture et la sociologie rurale à une sociologie du dé-

veloppement agricole qu'on avait perdu de vue le rural et sa signification en tant que catégorie de référence. Or, le rural s'impose de nouveau à nous aujourd'hui parce qu'il s'est, justement, désolidarisé de l'agricole : c'est ce qui caractérise toutes les nouvelles conceptions de la ruralité. Du coup, la catégorie de « rural » reprend une valeur analytique qu'il faut refonder. C'est dans la définition dynamique d'un rural « en permanente restructuration » que s'inscrit l'originalité de la démarche de Maria-José Carneiro. En même temps le recours à P. Bourdieu pour faire du rural une « catégorie réalisée » ouvre des voies jusqu'ici inexplorées par les ruralistes. D'où l'intérêt primordial de ce texte.

Et justement, Alfio Brandenburg, qui a souhaité intervenir au séminaire de notre Observatoire après y avoir entendu M. J. Carneiro, ouvre une piste dans ce sens : il nous fait comprendre pourquoi il faut revenir à l'analyse de mouvements alternatifs tels que « l'agroécologie » pour renouveler et la pensée du rural et celle des relations ville-campagne.

En s'intéressant à l'institutionnalisation d'un mouvement alternatif, il soulève une question qui taraude la négativité sociale à l'œuvre depuis qu'elle existe. Elle est analysée, dans ce cas particulier, de manière exemplaire : comment un « mouvement social », qui est d'abord émancipation du « système » grâce à la prise en main par les acteurs de leurs propres problèmes, peut-il devenir, au terme du processus de « construction sociale », source éventuelle de nouvelles aliénations ? Quelles leçons en tirer ? L'intérêt est ici qu'Alfio Brandenburg dépasse la problématique quelque peu stérile de la « récupération politique » : ce qui est en jeu, c'est le mode d'insertion du rural dans le global, la façon dont le mouvement social, en s'institutionnalisant, le modifie et à quel prix. Il s'agit moins de récupération que de la lente maturation des esprits et des pratiques des acteurs d'un mouvement qui doit quitter la zone tranquille de la négativité pure pour trouver

son efficacité sociale à travers les institutions... et y laisser quelques plumes. Mais quel que soit le résultat, grâce à sa créativité sociale, à la fécondité de ses pratiques collectives, le rural apparaît au terme du processus comme un acteur, au sein de la société globale, au même titre que l'urbain. L'idée de la domination univoque du rural par l'urbain, à travers une globalité qui le sert, a fait son temps.

Dans sa passionnante analyse, Alfio Brandenburg convoque à la fois les sociologues ruraux (M. Jollivet, H. Lamarche, N. Wanderley...), mais aussi les sociologues de la négativité sociale (A. Touraine, bien sûr, mais aussi E. Morin et même H. Marcuse). Et à le lire, leurs problématiques s'articulent si parfaitement qu'il semble qu'ils aient toujours tous fait cause commune...

Michel ROBERT, Cnrs

La ruralité dans la société contemporaine *une réflexion théorique et méthodologique*

**Maria José Carneiro
Université fédérale
de Rio, Brésil**

DE RECENTES RECHERCHES faites dans le milieu rural, mettent en avant des changements qui seraient intervenus à l'encontre des prémisses de la sociologie rurale¹. Par là, nous mettons l'accent sur le questionnement du mythe fondateur de la Sociologie Rurale, lequel repose sur l'opposition entre campagne et ville, en tant que réalités spatiales et sociales discontinues, dans un rapport de subordination de la première à la deuxième. Dans la formulation de ce mythe, il faut mettre en évidence que les supposées différences entre le rural et l'urbain auraient tendance à disparaître, comme une conséquence du processus d'urbanisation, qui serait naturel et inévitable. Ainsi, le développement de la campagne se ferait sur les mêmes modèles que ceux de la ville, conséquence d'une expansion généralisée de l'urbain, ce qui remet en question l'objet même de la Sociologie Rurale, fondée sur la dualité inhérente à la constitution de cette même discipline (Martins, 1981). Le débat actuel sur les nouvelles conformations de la ruralité dans les sociétés contemporaines et sur les signifiants de cette catégorie « rural », repose, en conséquence, sur la remise en question de ces prémisses de départ.

En partant de ces réflexions, l'idée est de faire en sorte qu'à chaque partie de cette dualité, puisse correspondre des caractéristiques propres et vérifiables au moyen de procédés empiriques. En recherchant

¹ Il en ressort la dualité fondatrice de la Sociologie Rurale exprimée dans les différences entre le rural et l'urbain qui, à son tour, se soutiennent en un ensemble d'oppositions, tel que la distinction entre les activités agricoles et industrielles. (Martins, 1981).

l'essence du rural, on casse l'association, quasi consensuelle, entre le rural et l'agricole, une association qui a fini par réduire la sociologie rurale à la sociologie de l'activité agricole ou, plus précisément, à la sociologie du développement agricole. Plusieurs chercheurs, en ce domaine, ont analysé le milieu rural à travers le prisme de sa modernisation technologique. En analysant le rural sous l'angle de la pénurie, de la précarité et du retard, s'est constituée une sociologie fondée, en grande partie, sur l'image que se sont fait les sociologues du « comment le rural (et ses habitants) devrait être », au lieu d'analyser la façon d'être et d'agir de ces populations dites rurales (Martins, 2000). D'autres caractéristiques ont été associées à la centralité dans l'agriculture: le rapport spécifique avec la nature et la faible densité démographique, laquelle serait responsable, pour certains, des rapports sociaux caractérisés par l'interconnaissance.

Dans ce texte, nous allons d'abord discuter quelques-unes des retombées théoriques de ce débat pour, ensuite, proposer une approche alternative de cette notion du rural.

Interprétations de la dynamique du monde rural dans les sociétés contemporaines

Pour ne pas répéter tout ce qui a été dit auparavant, en ce qui concerne la compréhension de la place du rural dans la société contemporaine, nous aimerions souligner trois principaux courants de pensée.

Le premier a pour prémisse la disparition des principaux acteurs ruraux, les paysans, un phénomène qui viendrait s'inscrire dans une logique, plus large, d'une disparition du monde rural et de son identité propre. (Mendras, 1967). Plus tard, cet auteur disserte sur la renaissance d'une vie rurale, vidée de son contenu agricole, retrouvant, dans les couches urbaines, les nouveaux acteurs sociaux de ses espaces revalorisés (Mendras, 1984). La diminution de la population agricole, conséquence d'une implantation hégémonique du modèle productiviste² aurait comme résultat l'urbanisation des localités rurales – ce qui remettrait en

² En France, les agriculteurs ne représentaient que 5 % de la population active à la fin du XX^e siècle. Au Brésil, l'on observe une diminution de la population agricole, mais cela ne permet pas de conclure à la fin du monde rural (IBGE, 1997). Il s'agit de poser la question sur les caractéristiques que ce monde rural assume actuellement.

question la spécificité qui, jusqu'à présent, distinguait le rural de l'urbain : la désertification démographique et les villages abandonnés. L'urbanisation, conséquence naturelle et inévitable de la modernisation de la société (Sorokin, Zimmerman, Galpin, 1981), en s'attribuant les contours de la ville, entraînerait la disparition du rural.

Cependant, les actuelles dynamiques des sociétés rurales apportent de nouveaux éléments au débat, ouvrant l'espace à la formulation d'autres hypothèses interprétatives qui, reconnaissant une rupture avec le passé, justifient la formulation de l'adjectif « nouveau » pour redéfinir cette réalité actuelle (« nouvelle ruralité » ou « nouveau rural »). Parmi ces éléments, l'on remarque le recul de la tendance à la raréfaction sociale, économique et culturelle des espaces ruraux (Graziano da Silva *et al.*, 1999).

Le deuxième courant d'analyse postule que la permanence des différences spatiales et sociales, contextualisées par des démarches historiques de réélaboration continue de la dualité campagne-ville dans les sociétés modernes, engendrerait de nouvelles ruralités et actualiserait, ainsi, la distinction entre rural et urbain (Wanderley, 2000). En France, ce type d'analyse est soutenu par le géographe français Bernard Kayser lequel note une diminution du rythme de l'exode rural, un exode rural qui céderait la place à un mouvement, encore difficile à quantifier, de retour vers la campagne de la part de la population urbaine (Kayser, 1990; 1996). On constate, phénomène récent, une revitalisation sociale et économique de zones ou localités rurales qui, bien que leur dynamique ne soit plus centrée sur l'activité agricole, ne se confondent pas, pour autant, avec les réalités urbaines. Un souffle de vie s'y fait sentir; ce qui permet de parler, dans le cas de la France par exemple, d'une « renaissance rurale » (Kayser, 1990). Mais cette renaissance ne découle pas d'une modernisation du rural empruntée aux modèles urbains, mais plutôt d'une constitution de nouvelles formes de sociabilité et de rapports sociaux, dans un réseau complexe où sévissent ces mêmes acteurs sociaux, et qui ne peut se réduire à une simple démarche homogénéisatrice d'urbanisation (Rambaud, 1969).

Ce modèle d'analyse contrarie l'idée de la fin d'un monde rural et de la dualité (rural – urbain), même si on accepte l'idée d'un rappro-

chement entre les modes de vie de la population rurale et urbaine³. Par ailleurs, il est à remarquer qu'une diversité de modes de vie à la campagne, constituerait la « mosaïque de formes et couleurs où s'imposent les cultures » (Kayser, 2000). En outre, on constate que de cette mosaïque se détache une figure emblématique, celle de l'agriculteur – gardien de la « campagne traditionnelle » – dont l'image, paysage travaillé par ses mains d'artisan, reste très valorisée aux yeux de la population urbaine. Si l'agriculteur traditionnel contribue à donner son empreinte au paysage rural, tout en bénéficiant de l'imagerie et des symboles anciens, il est d'autres occupations, supposées moins authentiques dans cet espace – comme les services associés au tourisme, à l'artisanat, bref, aux activités non agricoles – qui démontrent la nécessité d'une analyse des interactions entre le monde rural et le monde urbain (Perez, 2001 ; Graziano da Silva *et al.*, 1996).

Si d'un côté, ce type d'approche met en avant les changements encourus dans les dynamiques sociales, économiques et culturelles de ces espaces, d'un autre côté il ne questionne pas la capacité analytique de la notion de « rural ». Au contraire, on cherche à identifier les changements d'un monde empirique afin d'adapter à la réalité changeante une notion générique et abstraite. Le rural – qu'il soit une catégorie historiquement datée ou une réalité en transformation permanente – continue à être une catégorie qui définit les différences spatiales et sociales des sociétés modernes. La spécificité de l'espace rural se joue, d'un côté, sur une conformation physique différenciée et de l'autre sur un mode de vie particulier : « d'où l'on voit et l'on vit le monde » (Wanderley, 2001 et Kayser, 1990).

Ainsi, la dualité, comme forme d'appréhension de la réalité, n'est pas remise en question. L'agriculture reste la principale référence pour qualifier « l'espace rural », que ce soit pour affirmer son objectif ou définir ses nouveaux paramètres à l'intérieur de ces nouvelles particularités. L'image de l'agriculteur, dans l'imaginaire des chercheurs,

³ En insistant sur l'intégration du rural aux modes de vie urbains en France, Kayser signale aussi l'hétérogénéité qui entoure ce processus. Cette hétérogénéité s'applique aussi bien à la population native, qui garde encore un bon pourcentage d'habitants dans les zones dites « rurales isolées » ou « rurales profondes » (37 % de tous les ruraux et 37 % du territoire national en 1999), qu'à la population des néo-ruraux ou des « nouveaux venus » (Kayser, 2000).

reste emblématique pour ce qui est de la représentation de la campagne. C'est également le cas pour les habitants de la ville et les néo-ruraux. Comme le signale Jollivet citant le cas de la France, « le souci de faire la distinction entre les populations urbaines et rurales n'est pas une simple invention, ni une convenance administrative ; elle se réfère aux représentations collectives qui sont à la base de la dynamique de la société française. » Pour renforcer ces représentations, il y aurait l'idée, toujours présente, d'une France grand pays agricole (Jollivet, 2001).

Un troisième courant défend, comme modèle analytique, la fin de la dichotomie rural-urbain pour qualifier des réalités sociales distinctes dans les sociétés contemporaines. Se fondant sur des études réalisées dans la société italienne – où il n'y aurait jamais eu de distinction très nette entre agriculture et dispersion sociale – cette distinction est rejetée pour faire place à une approche à base spatiale – économie locale ou régionale – qui permet de saisir l'hétérogénéité socioculturelle, dans le contexte de la continuité territoriale. Ici, l'accent est mis sur l'absence de sens, non seulement de la dualité rural/urbain, mais également de son pendant similaire agriculture/industrie (Sarraceno, 1994). Un peu plus loin, nous verrons que d'autres auteurs réfutent cet argument, fondé sur des différences empiriques du rural et de l'urbain, pour défendre la nécessité d'une analyse de ces catégories comme des représentations sociales appartenant aux systèmes classificatoires du sens commun et des modèles analytiques (Mormont, 1996 et Rémy, 1989).

Nous comprenons qu'une telle diversité de prises de position puisse engendrer un certain malaise parmi les chercheurs qui se trouvent confrontés à une réalité qui ne tient pas (ou qui n'a jamais tenu) dans le squelette théorique et conceptuel de la dualité rural/urbain. Des questions de contenus méthodologiques s'imposent dans ce nouveau contexte. Jusqu'à quel point peut-on continuer à opérer avec les mêmes instruments analytiques, élaborés en d'autres contextes historiques, économiques et sociaux ? Quel sens doit-on attribuer au rural (et pourquoi pas à l'urbain) dans la contemporanéité ? Ou bien, en d'autres termes, jusqu'où des catégories génériques, telles que rural et urbain, sont-elles encore pertinentes pour qualifier les espaces et univers sociaux dans les sociétés contemporaines ? Des interrogations de ce type conduisent à une série de tentatives de réponses qui, en général, mènent à deux autres ensembles de questions : le rural est-il une catégorie analytique mise en

cause et, avec celle-ci, pourrait-on remettre en question la dualité qui la supporte ? Ou est-ce que l'émergence de nouvelles ruralités pourrait engendrer de nouvelles dynamiques des espaces compris dans cette dualité, sans pour autant menacer son contenu heuristique ? En d'autres termes, s'agit-il d'élaborer des approches alternatives qui puissent contenir de nouveaux scénarios ou s'agit-il de redéfinir les caractéristiques de ce « nouveau rural » et, par voie de conséquence, d'en restituer le contenu classificatoire ou analytique ? Qu'est-ce qui est en jeu quand on parle de « nouvelle ruralité » ? Est-ce la constatation de nouvelles dynamiques sociales, culturelles et économiques en cours dans le monde rural ? S'agit-il de l'expression d'un nouveau regard informé par d'autres perspectives qui permettraient de voir – sur une variété d'espaces socialement habités – une réalité dynamique, changeante, à la plasticité qui jusqu'à présent était la définition de l'urbanité ? En résumé, à quel point l'épuisement du modèle modernisateur nous apporte-t-il un regard critique qui nous délivrerait de l'image hégémonique du rural comme espace traditionnel et imperméable aux changements et, donc, nous ferait reconnaître une diversité de dynamiques et d'acteurs sociaux dans le monde rural ?

La rupture de l'identification entre rural et agricole : la resignification du « rural »

Comme nous l'avons dit précédemment, la Sociologie Rurale, en tant que discipline spécifique, a conduit à la réification d'une image dichotomique de la société, par son opposition entre ville et campagne, comme deux univers substantiellement distincts qui comportent assez souvent des appréciations antithétiques au sujet des conditions de vie de l'un et de l'autre⁴. Conformément à cette vision, il en résulte plusieurs orientations méthodologiques. Bien qu'elles présentent quelques différences au sujet des caractéristiques qui définissent l'un et l'autre espace, force est de reconnaître qu'elles partent d'une même base commune, l'identification du rural à la production agricole et celle de l'urbain au

⁴ Je souligne ici l'appréciation sous-jacente à l'opposition, élaborée par Tönnies, entre *Gemeinschaft* (représentée par la petite communauté rurale) et *Gesellschaft* (identifié à la ville).

travail industriel, commercial et de services. À l'intérieur, les deux espaces sont entrevus comme des réalités homogènes, bien qu'ils soient en opposition. (Sorokin, Zimmerman, Galpin, 1981).

En gros, on peut observer, surtout dans la sociologie de tradition urbano-industrielle (les industries américaines et allemandes), une tendance à valoriser l'urbain comme un espace de civilisation, de progrès et de modernité, le rural se voyant octroyer les stigmates du sous-développement, de la tradition et de la statique inhérente à sa condition. C'est, à travers cette constatation, que la sociologie rurale se forge comme discipline instrumentale et technocratique tournée vers le développement, l'efficacité et la modernisation de la production agricole (Giordano, 1989).

Un autre côté de l'analyse, qui n'est pas sans importance, se fonde sur l'autre pôle de la dualité : le rural. Développé surtout par les anthropologues (ayant des affinités avec l'étude des « sociétés paysannes » et « primitives »), cette orientation méthodologique met l'accent sur les conditions de vie bien meilleures dans le milieu rural; milieu « protégé » des maux de la ville (violence, criminalité, délinquance). La ville est considérée comme une menace permanente pour le milieu rural, soumis passivement à la force destructrice des valeurs de la société de consommation, associé à l'action homogénéisatrice de la culture de masse. Ce même auteur note l'absence d'études dans le domaine des sciences sociales allemandes, qui envisageraient le rural et l'urbain comme des pratiques sociales et des modèles culturels qui s'interpénètrent. Il propose, comme méthodologie alternative, la perception de la ruralité comme un phénomène culturel. Au lieu de se limiter aux facteurs ou aux changements structureaux du monde rural, l'analyste social Giordano propose d'abandonner ce point de vue, selon lui réductionniste, pour lui substituer l'étude des systèmes de valeurs présents dans la construction de l'imaginaire social (Giordano, 1989). Ainsi, la recherche doit se poser la question du sens que les acteurs sociaux attribuent à certaines attitudes et envisager le « rural » de l'intérieur, interprétant la ruralité comme un phénomène culturel historiquement forgé.

Mais il est important de remarquer que la crise du modèle de développement industriel fordiste et l'apport de la demande en aliments, en termes de marché (ce qui ne signifie pas la fin de la famine), ont remis en question la place de l'agriculteur et ses procédés, ce qui influera

sur la manière de percevoir la ruralité, officiellement du moins. La crise de surproduction provoque une crise d'identité chez l'agriculteur qui est considéré également comme un « jardinier de la nature », une image qui découle de la rupture des correspondances entre agriculture/nature et agriculture/alimentation (Hervieu, 1996). De cette rupture, surgissent de nouvelles images du monde rural et agricole qui rivalisent de légitimité avec celles qui existent déjà. Le débat s'étend, au long des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, et suscite des prises de position différentes de la part des scientifiques sociaux européens de diverses disciplines. Une bibliographie abondante a été publiée à cet effet, plus particulièrement en France, où l'existence d'une tradition culturelle paysanne et emblématique de la formation de l'identité nationale s'est vue menacée par le mouvement de modernisation de la société rurale, et de l'agriculture en particulier. Quand la France devient une grande puissance agricole et agroalimentaire, elle ne se voit plus comme une société agraire paysanne. C'est la question environnementale qui déplace les regards vers le milieu rural et incite à de nouvelles formes d'occupation de l'espace, apportant une nouvelle image du rural qui s'identifie à la rupture entre la terre productrice et la terre paysage, réserve patrimoniale. Ce mouvement, qui commence dans les années soixante avec la création des parcs nationaux, a été récemment au centre d'une réflexion (Hervieu et Viard, 2001) liée à la diminution constante du nombre d'agriculteurs et à la dégradation environnementale, deux phénomènes liés au modèle productiviste de l'exploitation agricole. La crise de la surproduction des années quatre-vingt renforce la critique de ce modèle qui commence à trouver ses limites, aussi bien économiques que sociales. La revendication d'une alimentation plus saine va de pair avec les campagnes écologiques pour la récupération de l'environnement, associées à la production à petite échelle. Dans ce contexte, de nouvelles images du milieu rural s'élaborent, venant habiter l'imaginaire collectif et les programmes interprétatifs des chercheurs. La notion de paysage, concept émanant de la population urbaine, intègre désormais la notion de territoire, dans un mouvement de récupération et de valorisation de la culture et de la société locale ou d'une réorientation partielle de la politique de subside agricole pour « réinsérer les agriculteurs dans le

paysage afin qu'ils restent des paysans » (Hervieu et Viard, 2001, p. 73)⁵.

Un autre courant actuel d'analyse de ces procédés met l'accent sur la nécessité d'incorporer le non matériel à la sphère de production. Cette approche présuppose que « la sphère de production capitaliste contemporaine s'est élargie et englobe, aujourd'hui, les sphères non matérielles de la vie dans le champ de production des valeurs, de la génération de plus-value et de l'exploitation du travail » (Moreira, 1999 : p. 242). La production des signes (aussi bien les nouveaux que les réappropriations des expressions culturelles non hégémoniques, telles que le savoir et la pratique traditionnels) devient un élément important des processus économiques et sociaux contemporains. Dans ce contexte, on observe une revalorisation du rural non plus comme un espace de production de biens matériels, mais plutôt comme une riche source de biens symboliques, lesquels, resignifiés, alimentent une nouvelle dynamique économique et sociale. La nature, principale fédératrice des signes de ce milieu, devient la base sur laquelle se fonde la nouvelle notion de rural. N'étant plus seulement considérée comme un milieu de production, la nature devient un objet de contemplation, mis en valeur, justement, par ses caractéristiques immatérielles. Elle devient alors objet d'évaluations multiples, au caractère subjectif, intégrant aussi bien une vision de la réalité imaginaire qu'une réalité opératoire, comme l'avait suggéré Rémy (1989). C'est-à-dire qu'elle sert à classer et à donner un sens au monde. De ce processus résulte l'implantation de nouvelles industries, comme l'industrie du tourisme et l'industrie culturelle. Parmi les éléments exploités par ces nouvelles industries, l'on peut remarquer la récupération et la préservation du patrimoine rural, dont font partie aussi bien les ressources naturelles, les biens architecturaux, la reprise des expressions du savoir local que les festivités collectives.

Paradoxalement, comme l'observe Mormont (1989), c'est justement au moment où nous nous trouvons confrontés à la décomposition continue de la spécificité du monde rural traditionnel (isolement, spécificité culturelle, faible mobilité, autarcie relative) que nous observons un renouveau d'intérêt pour le rural. Jean Rémy l'analyse comme une

⁵ Je cite ici les CTE (Contrats territoriaux d'exploitation) mis en pratique par le gouvernement français en 1999.

conséquence de l'indistinction même qui s'est établie, récemment, entre les habitants de la ville et ceux de la campagne, surtout dans les pays développés comme la Belgique, analysée par l'auteur (Rémy, 1989).

C'est au moment où les distances culturelles et sociales entre le milieu urbain et le milieu rural se trouvent partiellement abolies grâce à l'intensification de la mobilité physique et culturelle des individus dans les sociétés contemporaines, que s'ouvre un espace de revendication en faveur de la différence, ce qui consolide l'émergence d'identités sociales multiples à partir de nouvelles relations d'altérité qui s'établissent dans ce nouveau contexte (Rémy, 1989 ; Lacasse, 1999). Le rural, qu'il soit considéré comme un mode de vie et d'utilisation d'espaces précis (Kayser, 1990) ou qu'il soit une représentation qui garde un contenu opératoire (Rémy, 1989), ne se diluerait pas avec l'approche symbolique et spatiale de la ville et de la campagne. Ainsi, les transformations de la ruralité dans les sociétés contemporaines s'expriment, non seulement par de nouvelles configurations socio spatiales (à cause des intérêts des nouveaux acteurs sociaux qui s'y installent et de l'expansion des activités économiques alternatives à l'agriculture), mais aussi par de nouvelles identités sociales, émergences des relations conflictuelles engendrées par la dispute d'images et d'intérêts distincts dans ces espaces.

Cette dynamique apporte un nouveau regard sur les notions de « localité » et de « communauté ». Pensée comme une construction sociale et non pas comme un espace réifié, la localité serait constamment reformulée à partir des nouveaux rapports engendrés par les différents acteurs sociaux ayant comme repère un même territoire soit pour y travailler, soit pour y habiter. Dans cette perspective, la localité rurale devient également le « lieu de rencontre (*meeting place*) des différents acteurs collectifs qui établissent entre eux des rapports divers, tout en se disputant l'utilisation de la terre, l'espace rural et le contrôle des instances qui décident de la vie locale » (Murdoch, Marsden, 1994 *apud* Wanderley, 2001 : p. 99-100). En ce qui concerne l'hypothèse interprétative, nous suggérons que le conflit, entre ces deux visions de monde et de culture, pourrait s'expliquer par l'ambiguïté des intérêts des acteurs sociaux, caractéristique de ce nouvel ordre social, connu sous le nom de « nouvelle ruralité ».

Ce postulat a sans doute contribué à la formulation de politiques publiques plus adaptées au milieu rural – jusqu'à présent elles se tour-

naient surtout vers le secteur agricole – ainsi qu’à la compréhension des nouvelles dynamiques sociales desdites localités rurales.

En ce qui concerne le débat brésilien, nous distinguons deux positions. La première cherche à requalifier le regard sur ces nouvelles dynamiques, en indiquant les limites des catégories supportées par une approche dualiste de la réalité et les significations des pratiques culturelles de la campagne et de la ville dans la construction de nouvelles identités sociales et de nouvelles images du rural.

La deuxième tente de préciser le sens du rural dans ce nouveau contexte, en essayant d’indiquer les caractéristiques empiriques qui marqueraient sa spécificité, aussi bien dans le contexte de la nouvelle ruralité que dans des situations non soumises aux nouvelles dynamiques. Cette approche pourrait entériner l’idée que la dualité spatiale, identifiée dans les oppositions entre campagne et ville, rural et urbain, resterait opérationnelle et se consoliderait par des distinctions empiriquement perceptibles. Alors, il résulterait de cette orientation méthodologique un effort pour définir les caractéristiques considérées comme immuables ou persistantes, qui apporteraient une spécificité au rural et renforceraient son contenu classificatoire⁶. Dans ce dernier cas, le rural est perçu comme une catégorie générique, universelle et sans contenu relationnel, quoique historiquement contextualisée. Le débat se tourne, en conséquence, vers l’idée que les activités considérées comme non typiquement rurales, c’est-à-dire non agricoles, peuvent donner une valeur ajoutée aux espaces ruraux. En d’autres mots, on se demande dans quelle mesure le développement des activités non agricoles serait un indice de la perte de caractérisation du rural. Il est donc possible de dire, en dernière instance, que le point de clivage entre le rural et l’urbain, dans cette perspective, est soutenu par le regard légitimé de la sociologie rurale, c’est-à-dire, celle qui identifie le rural à l’agricole.

Une variante de cette approche trouverait dans la dénomination « nouveau rural » la possibilité d’encadrer les dynamiques contemporaines, dans le cadre conceptuel déjà établi. Le « nouveau » rural réside exactement dans l’incorporation d’occupations autres que celles typiquement agricoles, associées aux espaces dits ruraux. En d’autres ter-

⁶ Nous tenons à dire que cette caractérisation a pour base l’image du « rural profond », c’est-à-dire du rural intact, authentique.

mes, la nouveauté du rural contemporain se trouverait dans la combinaison, en un même espace, d'activités jusqu'alors considérées typiques du milieu urbain, tel le secteur des services, avec les occupations « caractéristiques » du milieu rural, c'est-à-dire les activités agricoles. Ici, deux notions se montrent complémentaires pour caractériser ce rural qui innove : celles du *continuum* rural-urbain et de sa pluriactivité.

La pluriactivité est une notion qui découle des observations faites sur l'insertion plurielle des membres des familles rurales sur le marché de travail, associée à la diversification de l'utilisation des espaces ruraux. Cependant, si d'un côté cette notion élargit la perception de l'éventail d'activités économiques exercées dans le milieu rural et attire l'attention sur ses multiples signifiants, de l'autre, elle se limite à la sphère des activités, laissant au second plan, les rapports sociaux et les acteurs sociaux engagés. Cette centralisation des activités ou des occupations non agricoles est, sans doute, le résultat d'un regard qui privilégie la sphère de l'économique sur le rural non forcément agricole. La question centrale, ici, est de reconnaître la place structurelle des activités non agricoles dans l'émergence de nouvelles ruralités.

Encore dans la polarité ville-campagne, la notion de *continuum* – presque aussi ancienne que celle du rural dans les schémas de pensée sur ce thème (Redfield, [1956]1984) – est récupérée dans la tentative d'encadrer les situations empiriquement observées qui échappent aux spécificités des espaces strictement ruraux et urbains. Observée comme une gamme de combinaisons de caractéristiques qui se distribuent dans l'espace (et dans le temps, pour certains), la notion de *continuum* exprime la transposition d'une dualité spatiale à une dualité conceptuelle. Face à l'impossibilité de couvrir la complexité de la réalité en ayant recours aux schémas de pensée soutenus dans la vision duale, la notion de *continuum* devient une solution qui finirait par transposer à la réalité l'ambiguïté présente dans la structure conceptuelle et qui, pour certains, serait fondatrice de la sociologie même (Martins, 1981). Des analyses, soutenues par des dichotomies de ce type, finiraient par produire des camisoles de force, incapables de contenir la complexité de la réalité. Suivant cette interprétation, c'est la réalité qui devient ambiguë, contenant les caractéristiques empiriques (ou les indicateurs) de l'un ou de

l'autre pôle d'opposition⁷. Il s'agit, donc, d'une ancienne catégorie réappropriée pour résoudre une vieille et structurante dichotomie qui resurgit dans le débat sur la dynamique de la ruralité dans les sociétés contemporaines.

D'après certains chercheurs, à travers la notion de *continuum*, c'est l'idée dominante en sociologie rurale suivant laquelle le rural succomberait aux pressions de l'univers urbain, qui devrait être remise en question. Cette remise en cause se ferait en gardant la position de subordination et de complémentarité à l'urbain (par exemple, l'accent mis sur les services rendus aux citadins de la part des agriculteurs, ainsi que les zones rurales mises à disposition afin de conserver des sites dédiés aux espaces de loisirs où la protection de l'environnement). Le monde rural ne représenterait plus une rupture avec l'urbain et les transformations inhérentes à son domaine, aujourd'hui, n'entraîneraient pas nécessairement la perte de son identité, mais au contraire une possible réémergence de sociabilités et d'identités rurales (Chamboredon, 1980).

Reprenant la première variante d'analyse du rural, nous développerons de façon plus détaillée ce que nous voulons dire par « requalifier le regard sur les nouvelles dynamiques de la ruralité » ou, pour poser la question d'une autre manière, nous essayerons de soulever quelques hypothèses alternatives sur l'utilisation possible de ces termes, dans le cadre des recherches sociales sur la ruralité contemporaine.

Donc, si nous rejetons les dichotomies qui finissent par définir un côté en fonction de la négation de l'autre, c'est-à-dire, regarder un pôle (la campagne) au travers du regard de l'autre (la ville), nous finirons par accepter le fait que cette dynamique peut renforcer ou même engendrer des identités territoriales basées sur le sentiment d'appartenance à une localité. Cette ancre territoriale est la base sur laquelle différentes cultures locales élaborent, de manière adéquate, l'interaction entre les représentations du rural et de l'urbain⁸.

⁷ C'est ce que la notion de *rurbain* suggère aussi.

⁸ Jean Rémy développe l'argument (avec lequel nous sommes d'accord), que la notion de localité serait plus intéressante que celle de rural justement parce qu'elle englobe une diversité d'entités (bourgs, villages, villes), qui servent de point d'appui à l'analyse du jeu de similitudes et différences dans un contexte de crise du mythe fondateur de la rupture et du dualisme entre ville et campagne (Rémy, 1989).

Suivant cet angle de vue, les catégories « rural et urbain » désigneraient, non pas, des espaces ou des propriétés empiriquement observés, mais des représentations sociales. Ainsi, nous arrivons à la « dénaturalisation » des références empiriques qui supportent cette dualité, permettant de reconnaître des expériences et des relations sociales considérées comme rurales et qui pourtant se manifestent dans des espaces considérés comme urbains. En ces termes, le rural peut être, dans certains contextes, une expression de la tradition, de l'authenticité des rapports interpersonnels, de la simplicité et du retard, mais il peut aussi bien, par une réélaboration symbolique de la part des acteurs sociaux, contenir des icônes de la modernité et être l'expression d'une modernisation qui se réalise en espaces typiquement urbains (De Paula, 1999).

Une alternative méthodologique : le rural comme « catégorie réalisée »

Il est important de souligner qu'accepter des limites à la capacité heuristique des catégories du rural et de l'urbain ne signifie pas abolir son utilisation, mais c'est réaffirmer simplement que le rural ne se limite pas à l'agricole ou à la simple création imaginaire. Il est encore moins approprié de chercher une essentialité à ces catégories, pour leur restituer la fonction classificatoire. Ces observations nous conduisent à reconnaître le statut théorique de ces catégories.

La plus grande difficulté qui puisse exister dans le vaste débat sur la signification de ces catégories, aujourd'hui, se trouve peut-être dans l'amplitude de sa propre utilisation. Les termes de ces catégories trouvent leur utilité aussi bien auprès des chercheurs qu'auprès de l'Académie, comme définisseurs d'objets d'études et de spécialisations disciplinaires, ainsi qu'auprès des agences élaboratrices de statistiques, lesquelles recourent la réalité à travers une appréhension de données, fondée sur le principe de la dualité. Par ailleurs, ils ont leur utilité pour le sens commun. De ce large éventail d'emplois, comme l'a remarqué Rémy (1989), résulte la confusion de signification et de statut des catégories qui soit désignent un type d'espace ou de localité tel qu'il apparaît dans le discours du sens commun, soit qualifient les rapports sociaux à l'intérieur de ces espaces.

Au lieu d'essayer de redéfinir les frontières du rural et de l'urbain ou, plus simplement, d'ignorer les différences culturelles comprises dans ces vastes labels, nous considérons plus profitable, en terme analytique, d'orienter nos efforts vers l'analyse, à travers le regard des acteurs sociaux, des significations des pratiques sociales qui rendent opérationnelles ce type d'interaction (et de distinction). Il faut ajouter que ces pratiques sont omniprésentes, aussi bien dans le milieu rural – comme les diverses activités non agricoles – que dans les villes où s'étendent les manifestations de culture *country*, par exemple.

Nous pourrions donc envisager ces catégories comme des représentations sociales, pouvant être manipulées ou récupérées, en tant que mobilisateur pour actions collectives. En ces termes, la question principale serait d'identifier le lieu et la signification de ces catégories dans les rapports sociaux, en un espace précis. Paradoxalement, comme l'observe Mormont (1996), inspiré par Champagne (1977), ce sont justement les individus dont les histoires privées s'écartent le plus des localités rurales (disons les « néo-ruraux »), qui se retrouvent les plus mobilisés autour d'un rural idéal, reconnu par des pratiques ou formes de vie considérées comme « typiques » d'une tradition locale. Cependant, ces pratiques ne sont pas, comme l'affirment certains, exclusives aux sociétés hyper industrialisées et florissantes du Premier Monde. Il suffit de jeter un regard un peu plus attentif autour de nous, en consultant les carnets de voyage des journaux à grand tirage, ou d'autres médias, pour reconnaître que ces pratiques font l'objet d'une couverture, chaque fois plus large sur plusieurs régions du Brésil, en entretenant la sociabilité locale, le tourisme et d'autres activités économiques stimulées par ces dernières. La récupération, ou l'invention de la tradition, se mélange à la revalorisation de la nature sous forme de loisir et de contemplation, en mobilisant les néo-ruraux et les touristes. Ces phénomènes, bien qu'ils soient source de nouveaux champs de dispute et de conflits auprès des populations autochtones offrent, cependant, des alternatives de travail à la population. Ces contradictions génèrent des sentiments et des attitudes ambiguës qui délimitent de nouvelles frontières dans les rapports sociaux et empêchent que la compréhension ne se fasse par le clivage entre rural et urbain, entre campagne et ville. Nous serions donc en présence d'une crise du mythe de la dualité entre campagne et ville, asso-

ciée à l'émergence d'un nouveau mythe: celui de la ruralité idyllique, fruit d'un regard urbain sur le rural.

Distinguer la catégorie rurale comme élément fondateur de ces mythes et comme catégorie analytique est un défi pour les chercheurs. Dans ce contexte, les limites de la capacité analytique de cette catégorie restent évidentes dans la mesure où la vision même de la réalité qui la supportait est mise en doute. Il faudrait appréhender les nouvelles ruralités en recourant à d'autres notions de contenu analytique, ce qui permettrait d'identifier la place que l'espace occupe dans les rapports sociaux, dans la formation des acteurs sociaux, dans la construction de ses identités et de ses actions collectives (Rémy, 1989).

Ainsi, nous pouvons présumer que la catégorie « rural » serait beaucoup plus proche de ce que Bourdieu définit comme « catégorie réalisée » – ce qu'en termes différents, mais suivant la même analyse, Rémy et Mormont définissent comme « catégorie opératoire » – c'est-à-dire, une catégorie de pensée (politico-idéologique et relationnelle) du monde social qui définit les identités et supporte les revendications. Il s'agirait donc de s'engager dans l'analyse des ruralités contemporaines en se tournant vers cette distinction de base pour ne pas courir le risque de confondre représentations sociales et catégories analytiques.

En ce sens, nous considérons que la notion de rural correspond à des constructions symboliques, appartenant à différents univers culturels, qui leur confèrent des significations distinctes. Au moyen de cette classification, il est possible de comprendre la société et de construire une représentation du monde social dans le temps et dans l'espace (Mormont, 1996).

Suivant la même direction, Bourdieu et Mormont nous font remarquer l'ambiguïté, présente en certaines catégories, qui transitent du sens commun au discours sociologique. Bourdieu, analysant la pluralité des significations de la notion de famille, et Mormont, analysant la notion de rural, acceptent que ces catégories soient définies différemment par groupes et institutions, de manière à créer une réalité propre comme support de l'imaginaire qui, après tout, attribue un sens à ces catégories et aux actions qui en découlent. Le sens opératoire de ces catégories se trouverait justement dans l'utilisation qu'en font les acteurs sociaux pour classer le monde (et eux-mêmes) et agir sur lui. D'après Mormont, « il serait vain de chercher dans une réalité physique, économique

ou écologique les fondements d'une ruralité; il serait encore plus vain de chercher dans cette réalité rien qu'un imaginaire qui ferait du rural une simple construction mentale » (Mormont, 1996:19). En accord avec cet auteur et établissant un dialogue avec Bourdieu, nous pouvons suggérer que, comme la famille pour ce dernier, le rural peut être aussi considéré comme une « catégorie sociale réalisée », étant donné qu'il fonctionne, dans l'habitus, comme système classificatoire et comme principe de construction du monde social (catégorie sociale subjective) et des actions, tout en étant, également, catégorie sociale objective qui fonde la catégorie sociale subjective. Pour Bourdieu, cette circularité serait propre à la reproduction de l'ordre social. « L'accord presque parfait entre ce qui s'établit entre les catégories subjectives et les catégories objectives fonde une expérience du monde comme évidente, *taken for granted*⁹, se plaçant ainsi aux côtés de la nature, du naturel et de l'universel » (Bourdieu, 1993:34).

Il est intéressant de remarquer que les deux catégories (famille et rural) se trouvent, dans l'imaginaire social, à la limite de la nature et de la culture. La famille est généralement naturalisée, quand elle est associée à la reproduction biologique et comprise comme forme primaire de l'organisation sociale. En outre, elle sert de paramètre à d'autres formes d'organisations rencontrées dans la nature. « Rural », à son tour, est une catégorie dont la définition est associée à la prédominance de la nature sur l'homme, c'est-à-dire, sur la culture.

Les propriétés structurelles du rural, comme le remarque Mormont, sont des possibilités symboliques, mais aussi des possibilités pratiques. Elles orientent les pratiques sociales vers un espace précis, vers une localité, en fonction des significations symboliques qui lui sont attribuées. C'est dans ce contexte que doivent être comprises les nouvelles dynamiques de la ruralité, associées aux activités de loisirs et, en particulier, à l'augmentation et transformation de la signification de la terre. Les notions de rural, comme espace de préservation de l'environnement et de la nature ou comme moyen de contemplation, deviennent des concurrents face à la valeur de la terre comme moyen de production agricole, ce qui engendre des conséquences directes sur les

⁹ En anglais dans le texte.

rapports entre les acteurs sociaux et les disputes d'intérêt qui en découlent.

Tel qu'il se produit avec la catégorie famille, l'opposition entre rural et urbain et les définitions qui la supportent orientent aussi bien les classifications (et la connaissance) des univers sociaux et géophysiques que les pratiques sociales et les actions politiques sur ces univers. Ce sens, en même temps opérationnel (ou réalisé) et analytique, serait commun aux deux catégories.

Cependant, il faut attirer l'attention sur la médiation, toujours présente, d'une référence culturelle par laquelle les individus définissent ces catégories et les incorporent dans leurs univers sociaux. En ce qui concerne le rural, de cette médiation culturelle résultent des attitudes spécifiques aux individus par rapport à un territoire, un patrimoine culturel et naturel aussi bien que sur ses habitants. Les différentes manières de se placer dans un espace reconnu comme « rural » changent également en fonction de la position sociale des individus qui évoluent dans un système chaque fois plus hétérogène. Comme nous l'avons dit précédemment, il ne s'agit plus de reconnaître les différences entre ceux « d'ici » et ceux « d'ailleurs ». Les combinaisons possibles sont beaucoup plus diverses, non seulement en ce qui concerne l'origine sociale des acteurs sociaux, mais également par rapport à leur positionnement dans ce territoire : il y a ceux qui habitent les lieux, mais travaillent ailleurs ; ceux qui travaillent dans ces mêmes lieux mais habitent ailleurs (exemple, les techniciens responsables des projets de développement rural) ; ceux qui habitent et travaillent sur place, ceux qui sont de passage, etc. Cette hétérogénéité s'exprime aussi par la manière dont chacun s'approprie les biens matériels et symboliques des localités (ou des territoires). Cette appropriation dépend non seulement du capital économique, culturel et social de chaque individu, mais aussi de sa position dans le réseau social local.

Les transformations provoquées par l'intensification des échanges entre des univers culturels distincts (en gros, les « urbains » et les « ruraux ») n'ont pas nécessairement pour résultat la dépersonnalisation d'un système culturel et social supposé « original » ou « authentique », surtout par ceux qui sont à la recherche d'une authenticité. Les changements d'habitude dans les rapports avec les autres et avec la nature et dans la façon de percevoir le monde s'expriment de façon irrégulière et

diversifiée, selon les intérêts et la position sociale des acteurs; ce qui n'implique pas nécessairement une rupture définitive dans le temps, ni dans l'espace.

Les nouvelles expériences engendrées par ce processus se nourrissent d'une diversité sociale et culturelle qui, à son tour, alimente les échanges, enrichit les biens culturels et symboliques pour finalement élargir le réseau des rapports sociaux. En conséquence, même si elle engendre une situation de tension, l'hétérogénéité sociale est responsable de l'enrichissement du tissu social des localités sans que cela ne conduise nécessairement à une perte de caractérisation de l'identité culturelle. Au contraire, la diversité peut agir de façon à consolider les identités des groupes, en permettant une conscience de soi dans la relation avec l'autre, ce qui peut également contribuer à la définition d'une identité urbaine à l'intérieur d'une localité *a priori* rurale et vice-versa. Il serait plus adéquat de parler de processus de restructuration des systèmes sociaux à partir de l'incorporation des nouveaux éléments économiques, culturels et sociaux qui engendrent des relations plus ou moins conflictuelles et ambiguës.

D'un autre côté, souscrivant à l'idée de l'existence d'une gamme complexe de rapports sociaux dans ces localités, nous nous devons de focaliser l'analyse sur le rôle des néo-ruraux comme stimulus de la société à travers la création de liens de solidarité : instauration de projets collectifs, création d'associations et de groupes divers. Comme le suggère Kayser, il s'agit de savoir à quel point ils sont « porteurs d'un projet pour la ruralité qui pourrait, pour la première fois, faire de ce nouveau monde un lieu d'innovation sociale » (Kayser, 2000).

Dans ce contexte, il devient chaque fois plus difficile de recourir à la notion de rural pour qualifier un espace ou une dynamique des rapports sociaux dans cet espace. Cependant, cette difficulté ne semble pas exister dans la notion de localité, puisque celle-ci ne dénote pas uniquement une expérience spatiale pour définir un univers de rapports sociaux spécifiques. En d'autres termes, la notion de localité ne définit pas la nature rurale ou urbaine d'un groupe ou de ses pratiques.

Comme nous l'avons déjà suggéré (Carneiro, 1998), la notion de localité ne se traduit pas simplement par un espace physiquement défini et socialement occupé. Elle se justifierait parce qu'elle suppose un espace considéré, par ceux qui l'occupent, comme une référence et

une base physique d'un ensemble de rapports sociaux diversifiés (échanges, sociabilité, solidarité, rapports de force et conflits) ce qui donnerait un sens à la vie de ses habitants, c'est-à-dire une référence identitaire. Ainsi, nous nous trouvons face à un processus de construction d'une multitude d'identités qui conforme l'individu à la société contemporaine.

À partir de ces considérations, nous proposons comme démarche méthodologique, afin de comprendre la complexité de ce processus de décomposition et recombinaison des univers sociaux et culturels, en premier lieu, d'identifier la logique de conformation des univers en observant (et analysant) quels sont, entre les acteurs sociaux, les différents intérêts et rapports de force qui sont en jeu. Une telle démarche doit orienter le sens de l'analyse vers les agents de ce processus et non pas vers un espace réifié. Ainsi, nous suggérons comme hypothèse interprétative que la logique de l'existence (ou de la permanence) d'un groupe social, ayant une identité propre ancrée dans un sentiment d'appartenance à une localité donnée – identité matérialisée dans le rapport avec un espace et un ensemble de symboles culturels – repose sur la possibilité d'établir des relations d'altérité avec ceux « d'ailleurs », même si ces derniers résident et interagissent dans un même territoire. Mais cette relation d'altérité ne se produit pas en toute circonstance. Elle dépend de la vitalité du tissu social, de la possibilité de se reconnaître unique et spécifique.

Cette approche nous donnera les instruments nécessaires pour identifier les territoires, imbriqués les uns dans les autres, dont les frontières se croisent et se déplacent selon la dynamique de réoccupation de ces zones par de nouveaux acteurs sociaux. Les frontières entre les territoires sont, en ce sens, mobiles et peuvent se déplacer dans une spatialité physique. Cela veut dire que les individus peuvent exprimer leur lien avec un territoire précis (l'identité territoriale) même s'ils figurent en dehors de ce territoire. C'est le cas de l'apparition de pratiques culturelles, reconnues comme rurales, dans des espaces définis comme urbains et vice-versa.

Finalement, cet ensemble de réflexions nous fait penser la ruralité comme un processus dynamique dont les éléments de culture locale sont en permanente restructuration, moyennant l'incorporation de nouvelles valeurs, habitudes et techniques. De cette rencontre, peuvent éga-

lement surgir des expressions culturelles singulières qui représenteraient la synthèse ou la composition d'univers culturels distincts, tout en soutenant des notions d'espace et de temps sociaux, différentes l'une de l'autre. Dans cette perspective, des associations et des groupes, d'horizons et d'univers sociaux différents, se retrouvent autour d'objectifs spécifiques qui constituent, en même temps, une fin et un moyen d'établir des relations d'échanges multi variées. En conclusion, l'objectif et la motivation du groupe sont, très souvent, aussi importants que la sociabilité qu'elle génère.

Références

- BOURDIEU, Pierre. 1993. « À propos de la famille comme catégorie réalisée ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* (Paris) n° 100.
- CANCLINI, Nestor Garcia. 1995. *Consumidores e cidadãos. Conflitos multiculturais da globalização (Consommateurs et citoyens. Conflits multiculturels de la mondialisation)* (Rio de Janeiro, EDUFRRJ).
- CARNEIRO, Maria José. 1998. « Ruralidade: novas identidades em construção » (Ruralité: nouvelles identités en construction). *Estudos Sociedade e Agricultura* (Rio de Janeiro, CPDA/UFRRJ) n° 11.
- CHAMBOREDON, Jean-Claude. 1980. « Les usages urbains de l'espace rural: du moyen de production au lieu de récréation ». *Revue Française de Sociologie* (Paris) n° XXI.
- CHAMPAGNE, Patrick. 1977. « La fête au village ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. (Paris) n° 17-18.
- DE PAULA, Silvana Gonçalves. 1999. *O campo na cidade: esportes country e ruralidade estetizada. (La campagne dans la ville : sports country et ruralité esthétisée)* Thèse de doctorat en Sociologie (Rio de Janeiro, IUPERJ).
- GIORDANO, Christian. 1989. « La ruralité comme phénomène culturel ». *Recherches Sociologiques* (Louvain) Vol. XX. n° 3.
- GRAZIANO DA SILVA, José *et al.* 1996. « Meio rural paulista: muito além do agrícola e do agrário » (Milieu rural de São Paulo : au-delà de l'agricole et de l'agraire). *São Paulo em Perspectiva*, São Paulo, Vol. 10, n° 2, p. 60-72.
- GRAZIANO DA SILVA, José. 1999. *O Novo rural brasileiro (Le nouveau rural brésilien)*. CampinasL Unicamp. Instituto de Economia (Coleção Pesquisa, 1).

- HERVIEU, Bertrand. 1996. *Les agriculteurs* (Paris, PUF).
- HERVIEU, Bertrand et VIARD, Jean. 2001. *L'archipel paysan* (Paris, Éditions de l'Aube).
- IBGE. 1997. *Contagem da população de 1996 (Comptage de la population en 1996)* 2 Vol. (Rio de Janeiro, IBGE).
- KAYSER, Bernard. 1990. *La renaissance rurale: sociologie des campagnes du monde occidental* (Paris: Armand Colin).
- KAYSER, Bernard. 1996. *Naissance de nouvelles campagnes*. (Paris, Éd. De l'Aube).
- KAYSER, Bernard. 2000. « L'intégration de la ruralité. Les campagnes françaises au XXI^e siècle ». *Économie Rurale* (Paris) n° 257.
- JOLLIVET, Marcel. (1982) 2001. « La question agraire en France. Histoire de la formation d'une paysannerie ». In Marcel JOLLIVET. *Pour une Science Sociale à travers champs*. Paris, Éd. Arguments.
- LACASSE, Odette. 1999. « Les rapports urbains-ruraux et la construction de la modernité ». *Recherche sociographiques* (Paris) Vol. XL, n° 3.
- MARTINS, José de Souza. 1981. *Introdução Crítica à Sociologia Rural (Introduction Critique à la Sociologie Rurale)*. São Paulo, Hucitec.
- MARTINS, José de Souza. 2000. « O futuro da sociologia rural e sua contribuição para a qualidade de vida rural » (L'avenir de la sociologie rurale et sa contribution pour la qualité de vie rurale). *Estudos Sociedade e Agricultura* (Rio de Janeiro) n° 15.
- MENDRAS, Henri. 1976. *Sociétés Paysannes*. (Paris) A. Colin.
- MENDRAS, Henri. 1984. *La fin des paysans ; suivi d'une réflexion sur la fin des paysans vingt ans après*. Paris, Actes Sud.
- MOREIRA, Roberto José. 1999. *Agricultura Familiar. Processos sociais e competitividade (Agriculture familiale. Processus sociaux et compétitivité)* (Rio de Janeiro: Mauad- UFRRJ/CPDA).
- MORMONT, Marc. 1989. « Vers une redéfinition du rural ». *Recherches Sociologiques*, Vol. XX, n° 3.
- MORMONT, Marc. 1996. « Le rural comme catégorie de lecture du social » in JOLLIVET, M. & EIZNER, N. (Orgs.). *L'Europe et ses campagnes* (Paris: Presses des Sciences Politiques).
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) 1996. *Indicateurs territoriaux de l'emploi : le point sur le développement rural* (Paris : OCDE).

- PEREZ, Edelmira. 2001. « Hacia una Nueva visión de lo rural » In *Una Nueva Ruralidade en América Latina ?* Norma GIARRACCA (comp.). Buenos Aires, Clacso.
- RAMBAUD, Placide. 1969. *Société rurale et urbanisation*. Paris, Le Seuil.
- REDFIELD, Robert. [1956] 1984. *The little community and peasant society and culture*. (Chicago: Midway Reprint).
- REMY, Jean. 1989. « Pour une sociologie du rural ou le statut de l'espace dans la formation des acteurs sociaux ». *Recherches Sociologiques* (Louvain) Vol. XX. n° 3.
- SARRACENO, Elena. 1994. « Alternative readings of spatial differentiation: The rural versus the local economy approach in Italy ». *European Review of Agricultural Economic* (London) n° 21.
- SOROKIN, P. A. ; ZIMMERMAN, C. C. ; GALPIN, C. J. 1986. « Diferenças fundamentais entre o mundo rural e o urbano » (Différences fondamentales entre le monde rural et l'urbain) in MARTINS, José de Souza (org.) *Introdução crítica à sociologia rural (Introduction critique à la sociologie rurale)* (São Paulo : Hucitec).
- WANDERLEY, Maria Nazaret Baudel. 2000. « A emergência de uma nova ruralidade nas sociedades modernas avançadas – o 'rural' como espaço singular e ator coletivo » (L'émergence d'une nouvelle ruralité dans les sociétés modernes avancées – le 'rural' comme espace singulier et acteur collectif). *Estudos Sociedade e Agricultura* (Rio de Janeiro) n° 15.
- WANDERLEY, Maria Nazaret Baudel. 2001. « A ruralidade no Brasil moderno. Por um pacto social pelo desenvolvimento rural » (La ruralité au Brésil moderne. Pour un pacte social pour un développement rural) In Norma GIARRACA (comp.) *Una Nueva ruralidade en america Latina ?* Buenos Aires, CLACSO.

La construction sociale de l'agriculture écologique

Catégories pour une analyse

Alfio Brandenburg
Professeur
au département
de sciences socia-
les, *Mestrado*
en sociologie
et Programme
de doctorat
en environnement
et développement
de l'université
fédérale du Para-
ñá/Brésil¹

CE TEXTE TRAITE de la construction sociale de l'agriculture écologique en trois moments distincts et complémentaires, à partir de données recueillies au Brésil, en France et en Allemagne. Il vise à apporter une contribution, sur la base de catégories théoriques, à l'analyse et à l'interprétation de l'agro-écologie en tant que mouvement social, en ce qui concerne sa genèse, son expansion et son processus d'institutionnalisation.

Ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom d'agriculture écologique ou alternative est le résultat de luttes sociales engagées au siècle passé et dans une période antérieure à la modernisation agricole intensive. Dans ce sens, les mouvements agro-écologiques peuvent être définis comme un ensemble de mouvements alternatifs à l'agriculture

¹ Email : alfio@onda.com.br

conventionnelle qui sont nés pendant l'ère de la société industrielle et qui se sont poursuivis jusque dans l'ère de la société moderne de risque. En tant que mouvement social, l'agro-écologie est une histoire de refus du modèle dominant de l'agro-industrialisation. Il ne s'agit pas seulement d'une pratique agricole, mais également d'un processus de reconstruction des relations homme-nature et des relations homme-société. Auteurs de ce mouvement, les acteurs sociaux sont porteurs d'une vision du monde différente de celle des agriculteurs et des consommateurs conventionnels de produits agricoles. D'une façon générale, on peut affirmer que le mouvement agro-écologique s'oppose à la domination exclusive de la rationalité instrumentale présente dans la construction d'une rationalité écosociale. Mais pour comprendre le processus de construction de l'agriculture écologique, il importe toutefois d'analyser les différents moments de sa trajectoire.

Tableau 1. Le mouvement agro-écologique : trajectoire et catégories d'analyse

| | Paradigme | Individu/ Mouvement écologique | Mouvement Économie/ Société |
|-----------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---|
| Genèse | ÉCOLOGIQUE (agro-écosystème) | | |
| Affirmation | Écosocial (rationnel écosocial) | SUJET (identité- autonomie) | Politique sociale (éco-pouvoir) |
| Institutionnalisation | | | AJUSTEMENT (autonomie/ hétéronomie) |

Depuis sa naissance, le mouvement agro-écologique interagit avec la société, entraînant en cela des conséquences qui méritent d'être considérées. On peut ainsi distinguer, au cours de son histoire, trois moments distincts mais non exclusifs (*tableau 1*). Le premier est lié à la genèse du mouvement, le second à son affirmation et à sa reconnaissance au sein de la société civile, et le troisième renvoie à son institu-

tionnalisation. Chacun de ces mouvements peut être interprété en fonction de différentes catégories d'analyse. Ce texte propose un ensemble de catégories extraites de la théorie sociale contemporaine et considérées comme pertinentes pour l'analyse et la compréhension du mouvement agro-écologique. Ces catégories, qui sont représentées dans le tableau ci-dessus, concernent des aspects socialement importants de chaque phase et sont donc fondamentales pour comprendre la construction du mouvement dans sa trajectoire.

L'agro-écologie : genèse d'un paradigme alternatif et écologique

Le paradigme écologique dans l'agriculture est né avec les premières réactions contre le processus d'agro-industrialisation dans différents pays du monde occidental. En Allemagne, l'agriculture écologique apparaît avec l'agriculture biodynamique et naturelle (Vogt, 2000) ; en France, avec l'agriculture biodynamique d'alimentation normale (César, 1999) ; en Angleterre avec l'agriculture organique (Reed, 2001).

La matrice de l'agriculture alternative ou écologique est apparue dans une conjoncture de mouvements sociaux peu actifs, quand l'écologie n'était pas encore socialement reconnue. Il s'agissait de mouvements préconisant une pratique de production alimentaire fondée sur la gestion des ressources naturelles sans intrants chimiques d'origine industrielle. Ces mouvements révélaient en même temps une forte inspiration religieuse, philosophique ou ésotérique (Barres, Bonny, Le Pape, Remy, 1985). Ils ont ainsi fait l'objet de critiques, en raison notamment de leur caractère romantique de retour à la nature et de leur position réactionnaire face au progrès technique ou au développement des forces dites productives. Si les mouvements alternatifs sont restés limités à la production-consommation de produits alimentaires, en marge des programmes de recherche, et cela en raison du caractère récent de leur développement, ils sont aujourd'hui revisités par divers courants de la pensée scientifique.

Différents sens de la nature peuvent être identifiés, qui sont sous-jacents aux pratiques de l'agriculture écologique ou alternative. Malgré les divergences entre les spécialistes, tous les penseurs des sociétés modernes s'accordent à critiquer la vision dichotomique classique

de la relation homme-milieu naturel. Dans le paradigme écologique ou alternatif, qui émerge au XX^e siècle, la nature ne constitue pas une extériorité. L'homme est dans la nature dans la mesure où il émerge d'elle, la transforme et l'humanise. Mais en même temps, la nature fait partie de l'homme quand il s'identifie à sa dimension subjective et objective.

La dimension subjective de la nature humaine est celle qui est liée aux multiples dimensions de l'individu qu'il doit exprimer pour la pleine réalisation de son individualité². La réduction de la nature humaine à une dimension objective dénature l'homme et au fur et à mesure qu'il est réduit au caractère unidimensionnel de la raison³, il tombe malade. On en conclut que la domination de la logique de la modernité sur l'homme est anti-écologique.

En analysant des agriculteurs pratiquant l'agriculture alternative et écologique, nous avons constaté qu'ils ne se réalisent pas seulement dans le sens de la rationalité économique ou instrumentale, mais qu'ils articulent un système d'action guidé par de multiples dimensions : économique, religieuse, éthique et affective. Dans le contexte du travail agricole, où la nature constitue aussi bien une partie intégrante de l'activité qu'un objet à travailler, les sphères du système et du monde de la vie quotidienne⁴ ne sont pas nécessairement séparées comme c'est le cas dans l'organisation du travail industriel. Ainsi, les contextes de la rationalité et de la subjectivité s'interpénètrent comme parties intégrantes d'un système d'orientation de l'action. Ce modèle d'action, présent dans le quotidien de l'agriculteur, a été souligné dans une recherche réalisée dans la région Centre-Ouest de l'État du Parañá, au Brésil (Brandenburg, 1999).

La dimension objective de la nature est représentée par ses conditions de reproduction sociale et vitale. Les ressources naturelles, et la terre en fait partie, ne constituent pas seulement un instrument de rationalité économique, mais également une ressource liée à la recréa-

² Le caractère multidimensionnel de la nature humaine peut être mieux compris à travers la lecture des travaux d'Edgar Morin ou des théories sur le sujet social d'Alain Touraine.

³ Ce processus de dénaturalisation ou d'unidimensionalisation propre à la modernité et aux sociétés industrielles a conduit à des pathologies sociales. C'est là le message de *L'Homme unidimensionnel* de Marcuse (1968). La perspective abordée par Marcuse sera reprise par Habermas pour développer sa théorie critique des sociétés modernes.

⁴ Concepts développés par Habermas, dans *Théorie de l'action communicative* (1981).

tion et à la préservation de la vie. La nature renforce chez l'homme son identification avec le monde naturel à travers les exigences des processus vitaux des autres espèces. C'est pour cela que, dans l'environnement de l'agriculteur, la nature ne représente pas seulement un milieu environnant mais qu'elle fait partie d'un système de relations de nécessités communes.

Pour résumer cette brève réflexion sur le sens de la nature pour l'agriculteur, il convient de réaffirmer que la réaction de ce dernier face à l'industrialisation de l'agriculture et à l'exclusion sociale ne relève pas d'une attitude rétrograde mais bien plutôt d'un mouvement de réconciliation avec la nature, de nouvelle rencontre avec la subjectivité et de réappropriation des conditions de sa survie.

L'organisation de l'exploitation agricole comme écosystème

L'environnement physico-biologique dans lequel sont développées les pratiques de la production écologique ou alternative est l'unité d'exploitation agricole. Celle-ci est conçue ici comme un écosystème. Ceci signifie que l'agriculteur et/ou sa famille interagissent dans un environnement où le sol, la plante, l'animal et les autres ressources naturelles s'articulent et se complètent du point de vue énergétique.

Le concept d'écosystème a été formulé en 1935 par Tansley, l'un des premiers écologues qui a inséré l'activité humaine dans le système naturel (Deleage, 1993). Plus récemment, la notion d'écosystème a été enrichie par Odum (1988) dans une publication devenue une référence pour les chercheurs en écologie. Mais de Tansley à Odum, d'importantes critiques ont été portées contre la conception d'écologie systémique en raison de l'importance conférée aux processus naturels reproductifs et de son absence d'histoire (Larrère, 1997). Une analyse systémique non restreinte aux mécanismes d'autorégulation, aux processus de reproduction qui assurent l'équilibre et l'ajustement des activités humaines au système, reste toujours un défi semble-t-il. Les activités humaines ne sont pas des « ajustements automatiques à un contexte de sélection. Il s'agit au contraire de stratégies intentionnelles » (Larrère, 1997, p. 142).

L'une des contributions écologiques les plus significatives qui traitent de l'intervention humaine dans les systèmes organiques vivants

est l'écologie de la perturbation, qui semble indiquer une issue. Dans ce sens, Jollivet et Lepart (1992) montrent dans quelle mesure l'intervention humaine, en rétablissant la diversité biologique dans un contexte socialement hétérogène, contribue à restructurer les paysages. La construction d'écosystèmes acquiert dans ce sens une signification historique et permet une analyse articulée entre sciences naturelles (écologie) et sciences sociales (anthropologie).

L'analyse des écosystèmes agricoles à partir des stratégies d'intervention ou d'organisation de la production permet ainsi d'établir des typologies visant à comprendre la différenciation entre écosystèmes, qui peuvent être, par exemple, alternatifs/écologiques ou industriels. Dans ce sens, un système de production alternatif correspond à une organisation de la production qui privilégie l'usage de potentialités internes à l'unité de production et de sources énergétiques issues de la gestion des ressources naturelles. Au contraire, le système industriel privilégie la consommation d'intrants d'origine extérieure, issus de processus industriels. Ainsi, des types d'organisation de la production proches de ceux cités en exemple ont été constatés par Lamarche (1991) et Peters (1997). Dans leurs études sur les stratégies d'organisation de la production de l'agriculture familiale, par exemple, ces auteurs ont constaté des modèles d'organisation très proches des types alternatifs/écologiques. Le schéma de Lamarche considère quatre catégories : chef d'entreprise, chef d'entreprise familiale, agriculteur familial de subsistance et exploitation familiale moderne, cette dernière catégorie correspondant à celle qui, à l'époque moderne, fonde sa logique de production sur les principes de l'agriculture écologique. Dans les modèles analysés par Peters (1997), qui travaille sur l'univers d'agriculteurs considérés écologiques, la classification est faite selon les intrants extérieurs, c'est-à-dire selon l'utilisation de ressources énergétiques extérieures à l'écosystème. Il constate deux groupes. Le premier utilise peu d'intrants et l'autre est guidé par une logique de marché et utilise des intrants extérieurs. Dans ce cas, c'est le premier groupe qui serait le plus proche des écosystèmes de base naturelle.

En résumé, l'agro-écosystème ne constitue pas seulement un système d'autorégulation qui se reproduit du point de vue biologique en conformité avec un organisme vivant, mais également un système de relations qui assimile des éléments du contexte socio-environnemental,

lequel lui est à la fois complémentaire et antagonique. Il s'agit d'un système socialement construit sous l'intervention de l'agriculteur qui, par des stratégies définies, gère des ressources qui génèrent des processus naturels divers et intégratifs.

La rationalité écosociale et l'agriculteur comme sujet

Ce sont les agriculteurs familiaux qui sont à l'origine des mouvements alternatifs, bien que d'autres catégories ou acteurs animent ces mouvements, parce que ce sont eux qui s'ajustent le plus à une organisation de la production alternative ou écologique. Avec l'expansion et l'institutionnalisation de l'agriculture écologique, différentes catégories sociales, et parmi elles celle des entrepreneurs guidés par le capital, en viennent à convertir leurs unités de production dans le but de générer des profits. Toutefois, et principalement dans des pays en voie de développement comme le Brésil, les données indiquent que la plupart des écoproducteurs sont des agriculteurs familiaux (Brandenburg, 2002).

Pour Tchayanov (1924), l'organisation familiale de la production est guidée par une logique spécifique. L'un des principes qui fondent cette spécificité est le fait que l'agriculteur oriente sa production sur la base d'un équilibre entre production et consommation. Nous travaillons dans l'hypothèse que ce présupposé qui oriente la production familiale peut se traduire, aujourd'hui, par une rationalité de nature écologique. L'étude réalisée sur des agriculteurs alternatifs de la région Centre-Ouest de l'État du Parana indique que ceux-ci ne visent pas l'accumulation du capital comme une fin en soi, même si ils cherchent à atteindre une rentabilité suffisante pour que la famille se reproduise dans des standards de vie considérés comme modernes. Ceci signifie que dans le modèle alternatif ou écologique, la production qui vise la réalisation économique de l'agriculteur est guidée par le critère de suffisance.

Le critère de suffisance est défini culturellement dans la mesure où seule la culture peut imposer des limites à l'expansion de la rationalité économique mesurée quantitativement à travers le profit, lequel n'est jamais trop important ni suffisant (Gorz, 1988).

La culture, qui se forme et se reproduit dans le monde dans lequel vit l'agriculteur, constitue ainsi l'élément fondamental, non seulement pour empêcher une totale domination de la rationalité économique

instrumentale sur la vie quotidienne, mais aussi pour contribuer, à travers la connaissance comprise comme un ensemble de savoirs, à la création de nouvelles pratiques sociales et environnementales. C'est cette relation dialectique entre système et mode de vie ancré sur les valeurs culturelles qui constitue la base d'une représentation sociale, ou d'une vision du monde critique à l'encontre de la domination technique et scientifique d'origine industrielle. À partir de cette critique, les agriculteurs reconstruisent un environnement en œuvrant comme les auteurs d'une praxis dont la domination les qualifie de sujets. Apparaissent ainsi les agriculteurs écologiques, les nouveaux acteurs ou sujets écosociaux.

Les sujets écosociaux ne sont donc pas guidés par une rationalité univoque et exclusive du contexte du système, mais par des rationalités et des subjectivités de l'univers quotidien et culturel (Touraine, 1992). En tant que sujets, les agriculteurs sont guidés par une multidimensionnalité constituée de raisons diverses. On a là une rationalité écologique ou une rationalité fondée sur la logique de la nature humaine, ou encore sur la « logique de la vie » selon l'expression de Gorz (1991).

La rationalité écologique ou écosociale est guidée par de multiples dimensions, de la même façon que la nature est reproduite par la diversité des espèces. Ainsi, l'écologie humaine et l'écologie de la nature restent indissociables et constituent un ensemble articulé du point de vue ontologique. L'homme et la nature se re-trouvent même si chacun conserve sa spécificité.

Soulignons toutefois que dans le nouveau contexte d'une relation écologique homme-nature, la rationalité écosociale n'exclut pas la rationalité économique-instrumentale. Celle-ci représente une rationalité parmi d'autres et, dans une situation de libre expansion de l'individualité humaine, elle est au service de l'homme ou subordonnée aux intérêts sociaux.

La lutte pour l'autonomie

L'autonomie est un autre facteur important du mouvement alternatif ou écologique. D'une certaine façon, elle constitue même l'aspect central des pionniers de l'agroécologie. Aujourd'hui encore, même les agriculteurs qui ne se situent pas dans la production alternative ou écologi-

que luttent pour préserver des espaces d'autonomie (Wanderley, 1989). L'autonomie ne signifie pas pour l'agriculteur indépendance ni absence de relations sociétales, mais un désir de dominer ses activités au sein de l'unité de production et d'acquérir une liberté dans la formulation de son projet de vie, visant en cela la réalisation de ses intérêts propres. Le sens du choix en faveur d'une agriculture écologique, qu'il s'agisse des agriculteurs traditionnels ou de ceux que l'on appelle les néo-ruraux, est lié à la quête de cette autonomie (Deleage, 2000 ; Balestrin, 2001). Il provient de la critique portée aussi bien contre la domination objectivante du système agro-industriel que contre les conséquences de la pratique d'activités conventionnelles dans l'agriculture.

L'agriculture écologique relève d'un choix, d'une option dans le monde du travail, et constitue dans ce sens une redécouverte d'une modalité de « métier » ou d'un « atelier » d'un professionnel autonome. Sous cette perspective, le « professionnel de l'agriculture alternative » développe un travail dont le sens n'est pas seulement économique, c'est-à-dire tourné exclusivement vers la rationalité économique. Il développe également un travail pour lui-même, visant en cela sa réalisation dans le travail. Comme l'affirme Gorz (1988), « en ce qui concerne aussi bien la finalité que l'action, le travail autonome est une source de réalisation et de satisfaction qui permet au sujet de se développer à travers lui ».

Le travailleur écologique et autonome est donc plus proche de l'artisan, qui fait du travail sa vie même, que du travailleur de la société urbano-industrielle, qui gagne sa vie au travail et cherche à se réaliser du point de vue subjectif en dehors de lui. En tant que travailleur écologique, l'agriculteur est l'artisan de sa profession parce qu'il est acteur et auteur de pratiques agricoles qu'il crée, parce qu'il expérimente des alternatives et adapte des innovations aux conditions de son environnement. Il est en même temps un partenaire du technicien ou du chercheur dans la mesure où il n'adopte pas simplement la connaissance scientifique mais interprète, avec son savoir, la conjoncture du milieu social et environnemental pour prendre des décisions. C'est cette domination de l'activité, qui n'est possible qu'après la conquête de l'autonomie, qui permet à l'agriculteur de devenir un acteur *sui generis* dans la construction d'un environnement dans lequel la nature et la culture sont recrées et préservées.

La conquête de l'autonomie n'est toutefois pas liée à la seule domination d'activités productives, mais aussi à celle d'autres activités liées à l'expansion de l'individualité humaine. On connaît, pour l'agriculteur, le sens du travail du point de vue de la survie et de l'éthique. Traditionnellement, l'agriculteur ou le paysan se soumet au sacrifice de longues journées de travail ou d'un travail pénible pour préserver son autonomie. Dans le paradigme de l'agriculture alternative ou écologique, l'agriculteur recrée une sorte de continuité de la condition paysanne (Wanderley, 1989). Mais l'autonomie acquiert un autre signifié, dans le sens d'une domination de la gestion du temps dans le but de réserver du temps à des activités non productives. Dans l'Ouest français, la culture écologique s'est révélée créatrice d'une culture du temps libre destiné à des activités de militantisme politique ou d'acquisition de connaissances, de loisirs et même à des vacances (Deleage, 2000). D'après Gorz (1991), c'est là le sens même d'une restructuration écologique de la vie sociale.

La conquête de l'autonomie du travail permet au rendement économique généré par les activités productives de ne pas être au service de l'expansion de la rationalité économique-instrumentale, ou de l'accumulation du capital, mais de rester subordonné à l'intérêt social et au développement de l'individu comme sujet.

Affirmation et identité d'un nouveau sujet : reconnaissance et expansion du mouvement agroécologique

La reconnaissance sociale de l'agriculteur écologique intervient au cours du second moment de la trajectoire du mouvement.

L'affirmation d'une identité sociale et de la réalisation d'un nouveau sujet se vérifie avec le développement du mouvement agroécologique, quand il sort de la marginalité et se voit reconnu par la société civile et par d'autres organisations sociales. Cette affirmation devra toutefois attendre la période post-industrielle, à une époque moderne critique ou dans la société moderne du risque. Mais si le développement du mouvement agroécologique est favorisé par une conjoncture sociale dans le contexte de la modernité, il est le fruit de la permanence des agriculteurs pionniers du mouvement, considérés jusqu'à récemment comme conservateurs ou attardés du point de vue technologique.

Le mouvement agroécologique s'est développé, a progressé et s'est organisé en réseaux de professionnels ou d'associations. Dans ce processus, il est important d'analyser, du point de vue social, ce qui est sous-jacent à ce réseau d'organisation. Quelles relations se construisent du point de vue du pouvoir, de la relation avec la nature et avec la société ?

Du point de vue social, la reconstruction de l'agriculteur en tant que sujet se fait dans l'action à deux niveaux, celui de l'individu et celui des mouvements sociaux. Dans le premier cas, l'agriculteur se construit dans le cadre de ses activités, en œuvrant comme l'auteur de son projet de vie, de pratiques agricoles et de construction de relations sociales et environnementales cohérentes avec une vision écologique réglée tantôt sur le partenariat ou sur la solidarité, tantôt sur la contradiction et sur le conflit. Fondamentalement, les agriculteurs écologiques sont issus de la réaction contre les risques sociaux des processus agroindustriels et de la domination qui les cantonne à la condition d'acteurs passifs et assimilateurs d'une pratique unidimensionnalisante.

Au second niveau de l'action, l'agriculteur s'affirme et construit son identité au sein du mouvement social. Les deux contextes, individuel et social, sont complémentaires et indispensables dans la construction du sujet écosocial. Comme l'affirme Touraine (1992), « il n'existe pas de sujet sans mouvement social, de même qu'il n'y a pas de mouvement social sans appel direct à la liberté et à la responsabilité du sujet ».

Agriculteur écologique et mouvement social

L'agriculture alternative ou écologique est un mouvement qui a affronté des résistances au sein de la société et qui, pour cette raison même, est resté marginalisé et ignoré par les institutions et par la société d'une façon générale. C'est grâce à la persistance des pionniers dans l'organisation de systèmes de production alternatifs qu'a pu se construire l'un des mouvements les plus expressifs de la modernité d'un point de vue écologique et organisationnel.

La construction du mouvement social de l'agriculture écologique s'est faite progressivement, sur deux fronts, l'un social et politique avec l'organisation d'associations, l'autre commercial, avec la construc-

tion de canaux ou de réseaux alternatifs de commercialisation. La construction du réseau commercial a été l'une des actions des pionniers de l'agriculture alternative qui ont affronté le défi des canaux alternatifs en organisant des marchés locaux, la vente directe sur la propriété, un système de livraison directe au consommateur, etc. Cette construction d'une relation commerciale différente n'a pas seulement permis de viabiliser économiquement les agriculteurs, elle a également contribué à la construction de son identité. Les études menées sur les « marchés verts » (Rucinski, 2000) montrent dans quelle mesure ces espaces jouent un rôle éducatif, de valorisation et de reconnaissance de l'activité agricole alternative à travers les contacts entre agriculteur et consommateur.

D'autre part, c'est au sein des associations que se construisent les nouvelles relations de pouvoir et que s'exerce la pratique de la démocratie, de l'apprentissage et de la reconnaissance des différences, quelques-unes des caractéristiques de l'affirmation du sujet. La reconnaissance de l'autre agriculteur comme sujet constitue un élément fondamental de la construction du sujet écosocial⁵.

Deux contextes influencent la construction de l'affirmation, la reconnaissance et l'identité du sujet : l'un réside dans le mouvement social, l'autre se situe à l'extérieur de celui-ci et ne dépend pas exclusivement des acteurs du mouvement.

D'une part, l'expansion du mouvement alternatif ou écologique dans l'agriculture est le résultat de l'augmentation de la demande en produits écologiques qui s'explique par la perception des risques sociaux et environnementaux générés par les produits industrialisés. D'autre part, cette expansion n'est possible qu'en fonction de sa reconnaissance sociale par les agriculteurs, à travers leur pouvoir d'organisation et leur aptitude à produire des aliments qui gagnent la confiance du consommateur.

La construction de l'agriculture alternative s'est faite tout au long de l'histoire du mouvement dans différents pays. Elle a atteint aujourd'hui un niveau d'organisation significatif qui intègre ce que l'on

⁵ D'après Touraine (1992), la construction du sujet implique la conjonction de trois éléments fondamentaux : « résistance à la domination », « lutte pour la liberté ou autonomie » et « reconnaissance de l'autre comme sujet ».

appelle le troisième pouvoir, à savoir le pouvoir d'organisation de la société civile⁶.

Mouvement agroécologique et démocratie

Le noyau central du mouvement de l'agriculture écologique est constitué par les associations qui sont organisées de façon communautaire, au niveau local comme régional. Si ces associations revêtent des caractéristiques différentes selon les pays, elles ont été marquées au Brésil par un espace social différent de celui des associations professionnelles traditionnelles ou même de celui des organisations coopératives, loin des intérêts des agriculteurs qui se sont vus exclus des politiques de développement.

Au Brésil, les associations d'agriculteurs se sont développées depuis leur naissance pour atteindre un degré d'organisation et une articulation en « réseau » (Scherer-Waren, 1999). Ce réseau d'organisations écologiques s'est constitué grâce à la conjoncture politique démocratique conquise par la société civile. Sans démocratie, il ne peut y avoir de mouvement populaire organisé, car démocratie et organisation des mouvements sociaux cheminent parallèlement. L'idée de démocratie repose sur l'idée de pluralisme culturel, comme l'affirme Touraine (1992).

Recréée et réinterprétée dans le contexte du mouvement agroécologique, la culture, ou la tradition, permet de construire des identités (subjectivités) ou des techniques (rationalités) qui, articulées, donnent du sens aux agriculteurs en tant qu'acteurs. Des acteurs qui s'affirment comme sujets dans la mesure où ils reconnaissent d'autres sujets et d'autres mouvements. C'est ainsi que l'idée de démocratie et celle d'écologie sont identifiées par la notion de diversité.

Depuis sa naissance et tout au long de son développement, le mouvement écologique a été marqué par la diversité de ses courants de pensée. Agriculture alternative, agriculture durable, agriculture paysanne, agriculture biodynamique, agriculture naturelle, agriculture biologique, agriculture organique, ce sont là différentes modalités de

⁶ Au Brésil par exemple, le mouvement appelé « Technologies alternatives » s'est articulé en réseau en 1983. Citons en France la Fédération nationale d'agriculture biologique. Dès 1972, est née en Europe l'International Federation of Organic Agriculture Movements – INFOAM, fruit de l'expansion du mouvement.

gestion des ressources naturelles apparues dans des contextes différents, mais qui partagent un même environnement social et géographique. La récente importance sociale de la question environnementale et l'impact de l'expansion de l'agriculture écologique ont été des éléments favorables à la naissance d'autres courants de pensée : agriculture durable, intégrée, rationnelle, etc⁷. Ces différents courants ne diffèrent pas seulement par leur pensée ou par leur représentation du milieu naturel, mais également par leurs pratiques. Leurs systèmes de production promeuvent des formes différentes de gestion des processus de production, en combinant la culture d'espèces végétales diverses et l'élevage.

Le mouvement écologique dans l'agriculture constitue ainsi un mouvement qui, parce qu'il représente une diversité de courants de pensée, met en œuvre des formes de gestion productive fondées sur la diversité des exploitations, en articulant diversité culturelle et biologique.

Démocratie sociale et diversité naturelle sont des constructions qui plongent leurs racines dans les contextes différenciés du monde de la vie ou de la sphère de la culture quotidienne. Sans une pratique qui articule la construction d'un environnement comme une extériorité qui signifie une continuité issue de l'intériorité humaine, il ne peut y avoir de reconstruction socioécologique de la vie.

Les espaces sociaux de cette reconstruction sont les noyaux informels, les associations, qui jouent un rôle qui dépasse le simple rôle politique de défense des intérêts, un rôle éducatif, un rôle culturel dans la formation des acteurs sociaux que, pour reprendre Lascoumes (1994), « aucune autre institution n'est capable de remplir ». Et cela parce que l'espace des associations est l'espace des relations communautaires, de l'« action communicative » selon Habermas, et en même temps l'espace qui reproduit la réalité des contradictions, des conflits et des subjectivités des différentes catégories qui, éventuellement, sont engagées dans la production écologique, comme les techniciens ou les professionnels de différents domaines, comme le montre l'étude de Balestrin (2001).

Mouvement agroécologique et politique socio-environnementale

Avec l'expansion et la reconnaissance du mouvement écologique dans l'agriculture, ses organisations ont commencé à jouer un rôle important

⁷ Ces courants ne s'opposent pas au modèle agroindustriel, au contraire, ils s'y ajustent.

dans la construction des politiques publiques. Dans les pays considérés en voie de développement, les organisations populaires, épaulées par des organisations non gouvernementales, en sont venues à jouer le rôle des entités gouvernementales dans la formulation de politiques d'intervention sociale. En conjuguant des mesures de protection de l'environnement et d'autres de développement socio-économiques, des organisations comme ASSESOAR⁸ et RURECO⁹ œuvrent dans le sens de l'intégration sociale des populations exclues et contribuent à la construction d'une autre agriculture (Almeida, 1998). Se configure ainsi un double rôle de ces organisations, comme le souligne également Lascoumes (1994) : l'un, horizontal, de promotion d'un rôle culturel, et l'autre, vertical, de contribution à l'action publique.

L'intervention publique des associations constitue une phase au cours de laquelle le développement du mouvement social dépasse une période d'action dirigée exclusivement vers la critique ou la revendication sociale. En formulant des propositions, le mouvement s'affirme comme un pouvoir politique alternatif, en inaugurant de nouvelles formes de gestion et d'intervention sociale.

Ces « nouvelles » formes de gestion et d'intervention sont liées au caractère des organisations sociales. Les associations sont des organisations dirigées par les agriculteurs, qui sont en même temps agents et sujets de l'intervention sociale. Ainsi, les politiques d'intervention ne sont pas caractérisées par une action issue exclusivement de l'environnement extérieur, c'est-à-dire du pouvoir public gouvernemental, mais symbolisent une action d'autoreconstruction et d'autogestion des conditions sociales et écologiques de survie. L'autonomie, qui est à la base de la conquête des agriculteurs en ce qui concerne la sphère de domination individuelle de la propriété, se reproduit dans le contexte collectif du réseau des associations, permettant par là le renforcement mutuel entre les deux sphères du social et de l'individuel (ou familial). Se construit ainsi un pouvoir écologique, ou un *para-pouvoir* pour reprendre les termes de Lascoumes (1994).

⁸ Association d'études, d'orientation et d'assistance en milieu rural (Brésil).

⁹ Fondation pour le développement économique rural de la région Centre-Ouest du Parañá.

Au niveau local principalement, l'action des organisations écologiques permet ainsi d'articuler particularisme et universalisme, tradition et modernité, face à des contextes d'économie globalisée.

Ajustement au système : institutionnalisation de la production écologique

L'institutionnalisation du mouvement agroécologique constitue son troisième moment et marque d'une part son ajustement aux règles institutionnelles du système et d'autre part sa dissolution en tant que mouvement social de contestation. L'institutionnalisation du mouvement représente l'intégration de l'agroécologie aux règles de la société de marché et des politiques publiques gouvernementales. Les relations avec le marché et avec l'appareil d'État, qui visent à les réglementer, passent toutefois toujours par les réseaux d'associations.

L'insertion des organisations agroécologiques dans la société et leur participation à l'action publique révèlent leur reconnaissance en tant qu'institutions actives et compétentes pour satisfaire les demandes de leurs associés et jouer le rôle de médiateur des intérêts de la population auprès des pouvoirs publics constitués localement.

Cette affirmation et cette reconnaissance du mouvement agroécologique permettent à ses organisations de revendiquer auprès des pouvoirs publics des soutiens pour dynamiser et organiser son insertion dans la société et de concurrencer la production agricole conventionnelle. Favorisée par la conjoncture face aux risques sociaux croissants que les produits alimentaires agroindustriels tendent à présenter, l'agroécologie intègre les systèmes commerciaux à travers la réglementation de la production et l'organisation du marché.

Le processus d'institutionnalisation de l'agroécologie comprend désormais l'articulation formelle d'institutions sociales qui font partie du contexte des systèmes réglementés (État et marché) et de la société civile (monde de la vie). En résumé, et comme l'a souligné Michelsen (2001), l'institutionnalisation de l'agroécologie implique la relation formelle entre société, marché et société civile. Cette relation requiert des ajustements entre différentes composantes du domaine institutionnel. Celle de la sphère gouvernementale, organisée de façon bureaucratique sous l'influence de la technocratie ; celle de la sphère du marché,

organisée techniquement sous l'influence de la logique commerciale et du gain ; celle de la société civile, organisée socialement sous la logique écosociale.

Il serait hypothétiquement souhaitable que l'ajustement des domaines du système politique, du marché et de la société civile se fasse dans leurs domaines respectifs sous l'orientation de leur logique spécifique. Mais ce que l'on constate, de fait, c'est que dans l'ajustement entre les diverses sphères, c'est la logique du domaine des sphères du système qui prévaut sur la société civile¹⁰. Le cas européen montre que le processus de réglementation d'écoproduits a affecté le développement de la production écologique. Mais il indique également qu'en Europe, la réglementation de l'agroécologie montre dans quelle mesure ce processus génère l'instrumentalisation de la production agricole qui, en raison des processus compétitifs, finit par assimiler la logique du système et par rendre plus flexible l'organisation écologique de la production. Les systèmes productifs en viennent à incorporer des artifices industriels, en visant l'augmentation de la productivité (Schmidt, 2001), et simplifient les systèmes de culture en termes de diversité dans le but d'obtenir une plus grande rationalité économique. La réglementation de la production écologique tend également à influencer sur le regroupement de différents courants de pensée écologique, ce qui conduit à une standardisation des modèles alternatifs de production¹¹.

Tout au long de son institutionnalisation, l'agriculture écologique s'améliore et s'instrumentalise également dans le sens d'une meilleure compétition avec l'agriculture conventionnelle.

À travers la réglementation, l'institutionnalisation a permis aux écoproduits de se différencier des produits conventionnels et de gagner en crédibilité sur le marché, grâce à la certification et au contrôle. La conquête de politiques publiques visant à obtenir des subventions au profit de la production écologique (Allemagne) et des améliorations techniques à travers la recherche et la formation dans des centres qualifiés a représenté un pas en avant pour le mouvement.

¹⁰ Selon la logique soulignée par Habermas, les sphères du monde de la vie subissent un processus d'instrumentalisation et de colonisation du système.

¹¹ Récemment, 14 instances ont été regroupées en France en deux groupes : Nature et Progrès et Agriculture biologique.

Le développement récent de l'agriculture écologique et son intégration dans le système par la commercialisation en masse de produits entraînent des conséquences encore mal connues pour le mouvement. Si, d'une part, la commercialisation se développe grâce à des chaînes de grandes surfaces, de l'autre, ce modèle de production-consommation semble ne pas exclure la vente directe producteur-consommateur. Les formes alternatives de production continuent d'être mises à profit par les agriculteurs et les consommateurs. On pourrait alors poser la question suivante : Vers où chemine l'agriculture écologique ? Vers un processus d'institutionnalisation croissant, et alors le système absorbera les formes alternatives, en excluant les modalités considérées comme artisanales ou « dépassées » de production-consommation ? Ou vers la coexistence de modèles diversifiés ?

Les deux systèmes semblent coexister aujourd'hui : l'un plus cohérent avec le modèle lié à la genèse du mouvement, le modèle « agroécologique », l'autre ajusté au système, conséquence directe de l'institutionnalisation récente qui pourra cheminer vers un modèle « agroindustriel » ou « écomoderne ». Mais la question est de savoir s'il est possible de conjuguer compétitivité économique et procédés de production cohérents avec une gestion agricole fondée sur les ressources naturelles, et, dans l'affirmative, sous quelles conditions. Une alternative se présente face à ces deux modèles : soit ils se différencieront de façon croissante, soit le modèle moderne et institutionnel finira par prévaloir. D'un côté, la question semble renvoyer à la force politique des différents acteurs alternatifs concernés – y compris les producteurs techniques et les membres de la société civile. De l'autre, elle semble dépendre de la société, du degré de perception des risques que présente la production industrielle, mais également de la position des consommateurs face à la question écologique. Dans les deux cas, la question est liée à des domaines de connaissance, à des confrontations de différents types de savoir.

Si l'on accepte la thèse de Beck (1991) pour qui « il se produit une révolution (écologique) silencieuse, conséquence de la transformation qui s'opère dans la conscience de tous dans la société », on peut en déduire que dans les contextes du système (marché et pouvoir gouvernemental) et de la société civile, les différentes tendances finiront par s'exprimer, en partant du principe que du point de vue écologique, la

pensée est implicitement diverse. Dans ce sens, et dans la mesure où les acteurs sociaux sont issus d'une formation qui reconnaît les différences, nous cheminerions vers une société de modèle écologique diversifié. Quoiqu'il en soit, l'institutionnalisation de l'agriculture écologique, qui signifie intégration dans la société, est un défi pour le mouvement dans son ensemble. Ce défi peut se traduire par des options qui signifient : 1) Conserver l'autonomie au prix d'une faible institutionnalisation. 2) Conserver une « autonomie relative », dans des conditions consciemment acceptées et négociées avec le système. 3) S'ajuster au système en réduisant le modèle de gestion écologique au paradigme technologique de compétitivité.

Références

- ALMEIDA, Jalcione. *A construção social de uma nova agricultura*. Editora da Universidade. UFRGS, 1998.
- BALESTRIN, Nadia Luzia. *Associação de Agricultura Orgânica do Paraná : uma propostaem (re)construção*. Curitiba, UFPR, Mestrado em Sociologia das Organizações, 2001.
- BARRES, Daniele ; BONNY, Sylvie ; LE PAPE, Yves ; REMY, Jacques *Une éthique de la pratique agricole (Agriculteurs biologiques du Nord-Drôme)*. Paris, Institut National de la Recherche Agronomique, 1985.
- BECK, Ulrich. *Risk Society. Towards a new modernity*. Londres : Sage, Londres, 1991.
- BRANDENBURG, Alfio. *Agricultura Familiar, ONGs e Desenvolvimento Sustentável Curitiba* : UFPR, 1999.
- BRANDENBURG, Alfio. *Movimento agroecológico : trajetória, contradições e perspectivas. Texte présenté au séminaire I Encontro da Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Ambiente e Sociedade – ANPPAS, réalisé à Idaiatuba, SP ; 6-9 novembre 2002*.
- CESAR, Christine. *De la conception du naturel. Les catégories de l'entendement à l'œuvre chez les consommateurs de produits issus de l'agriculture biologique : contribution à une socio-anthropologie de l'alimentation*. Université de Paris X – Nanterre. Thèse de doctorat. 1999.
- DELEAGE, Jean-Paul. *História da Ecologia : uma ciência do homem e da natureza*. Portugal : Dom Quixote, 1993.

- DELEAGE, Estelle. « L'autre paysannerie » *Revue du Mauss*, n° 15. Paris. La Découverte/MAUSS, 2000, p. 383-397.
- GORZ, André. *Métamorphoses du travail quête du sens : critique de la raison économique*. Paris. Galilée, 1988.
- GORZ, André.. *Capitalisme Socialisme Écologie*. Paris : Galilée, 1991.
- GORZ, André. « Alain Touraine ou le sujet de la critique ». In : GORZ, André. *Misères du présent Richesse du possible*. Paris : Galilée, 1997.
- HABERMAS, Jurgen. « Técnica e ciência como ideologia ». In : *Os pensadores*. São Paulo : Abril Cultural, 1975.
- HABERMAS, Jurgen. *Theorie des kommunikativen Handelns*, Frankfurt a. M., 1981.
- HABERMAS, Jurgen. *Racionalidad de la acción y racionalización social*. Madrid. Taurus, 1988. Tome I.
- JOLLIVET, Marcel. *Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontières*. Paris. CNRS, 1992.
- JOLLIVET, Marcel et LEPART, Jacques. « Hétérogénéité, diversité, complexité : nuances et convergences ». In Jollivet, Marcel. *Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontières*. Paris. CNRS, 1992.
- LAMARCHE, Hugues. *L'agriculture familiale. I : une réalité polymorphe*. Paris : L'Harmattan, 1991.
- LARRERE, Catherine et Raphaël. *Du bon usage de la nature : pour une philosophie de l'environnement*. Paris : Aubier, 1997.
- LASCOUMES, Pierre. *L'éco-pouvoir*. Paris : Éditions La Découverte, 1994.
- MARCUSE, Herbert. *L'homme unidimensionnel*, Paris, Minuit, 1968.
- MARCUSE, Herbert. *A ideologia da sociedade industrial : o homem unidimensional*. Rio de Janeiro. Zahar, 1982.
- MICHELSEN, Johannes. « Recent development and political acceptance of organic farming in Europe ». *Sociologia Ruralis* 48 n° 3, 2001, p. 3-19.
- ODUM, Eugène P. *Ecologia*. Rio de Janeiro : Ed.Guanabara Koogan S. A.,1988.
- PETERS, Elisabeth. « Strategien der Biobauern gegenüber Veränderungen im Marktgeschehen ». *Ökologie & Landbau*. n° 101.1/1997 p. 21-25.
- REED, Matthew. « Fight the future! How the contemporary campaigns of the UK organic movement have arisen from their composting of the past ». *Sociologia Ruralis*, vol. 41, n° 1, janvier 2001, p. 131-145.
- RUCINSKI, Jeane. *Consumidores de alimentos orgânicos em Curitiba*. Curitiba : UFPR/Deciso. monographie, 2000.

- SCHMIDT, Götz ; JASPER, Ulrich. *Agrarwende: oder die zukunft userer ernährung*. München : Beck, 2001.
- TCHAYANOV, Alexandre. *L'organisation de l'économie paysanne*. Paris : Librairie du Regard, 1990 (1^{re} édition en russe en 1924).
- SCHERER-WAREN, Ilze. « Movimentos sociais rurais e o meio ambiente ». In : *IV Seminário Nacional sobre Universidade e Meio Ambiente : Textos Básicos*. Florianópolis, 19-23 septembre 1999.
- TOURAINÉ, Alain. *Critique de la modernité*. Paris : Fayard, 1992.
- VOGT, Gunter. *Entstehung und Entwicklung des ökologischen Landbaus Raum.Bad Dürkheim* : Söl, 2000.
- WANDERLEY, Maria de Nazareth Baudel. *Trajetória social e projeto de autonomia: os produtores familiares de algodão da região de Campinas*, São Paulo, Campinas : Cadernos IFCH/UNICAMP, 1989.